

Article 31 du Règlement

instants pour reconnaître l'anniversaire de l'indépendance de la Grèce.

* * *

VIA RAIL

SON IMPORTANCE POUR LE CANADA ATLANTIQUE

M. Bob Corbett (Fundy-Royal): Monsieur le Président, VIA Rail est une compagnie importante pour les provinces maritimes. L'Atlantique Limitée, son fleuron dans cette région, offre un moyen de transport abordable et favorise l'identification des provinces de l'Atlantique au reste du pays; de plus, c'est un important employeur dont les recettes vont en augmentant et dont le nombre de clients est appréciable.

Les habitants des Maritimes l'appuient et le gouvernement devrait encourager cet appui.

* * *

LE DÉCÈS RÉVÉREND PÈRE SEAN O'SULLIVAN

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Si je prends la parole aujourd'hui, monsieur le Président, c'est pour rendre un hommage peut-être un peu tardivement à la mémoire du Révérend Père Sean O'Sullivan, ce parlementaire qui a été pour moi à la fois un ami et un camarade de classe dont le décès prématuré survenu le mois dernier a affligé le Canada tout entier.

Feu le père O'Sullivan incarnait le courage. Au cours de sa dernière lutte contre la leucémie, il a certes fait preuve de courage et tout au long de sa carrière politique, il n'a jamais hésité à prendre lui-même la tête des colonnes qu'il commandait.

Épris d'idéalisme, le père O'Sullivan a renoncé aux attraits et aux prétendus charmes de la politique pour consacrer les toutes dernières années de sa vie à servir Dieu.

Sean demeure pour nous tous un modèle d'optimisme et de courage. Comme l'a déclaré son ami le très honorable chef de l'opposition, sa vie a été un éclatant succès.

Sean a été pour moi non pas un adversaire politique, mais un camarade de classe et un ami. La première fois que j'ai croisé le fer en politique, c'est lorsque je me suis portée candidate à la présidence du *Bishop Ryan Social Action Club*, contre Sean. Je dois reconnaître qu'à cette occasion, il m'a battue à plate couture, tout en m'enseignant quelques leçons de politique.

Toujours Sean s'est efforcé de favoriser le progrès social, l'amélioration du sort de la personne, et il a combattu sans relâche pour le Canada et son parti, pour finalement devenir à l'intérieur de son Église un agent énergique et convaincu de progrès social.

Je tiens à faire mes adieux à Sean O'Sullivan et à offrir à ses parents, Paul et Helen, à sa soeur, à ses frères, ainsi qu'à Soeur Joan, sa tante, mes bien sincères condoléances.

Des Voix: Bravo!

* * *

L'ÉCONOMIE

LES TAUX D'INTÉRÊT—DEMANDE DE RÉDUCTION

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, vous êtes au courant, j'en suis sûr, que notre pays traverse actuellement une crise des taux d'intérêt, crise qui touchera non seulement les agriculteurs, les travailleurs et les petites entreprises, mais également tous ceux qui veulent s'acheter une maison.

Vous vous rappellerez, monsieur le Président, qu'en 1981, c'était le parti conservateur qui dénonçait tapageusement à la Chambre des taux d'intérêt beaucoup trop élevés. A l'époque, le taux d'intérêt réel au Canada était d'environ 6 p. 100. Or, ce taux qui correspond à la différence entre le taux bancaire et la hausse du coût de la vie, est maintenant de 8 p. 100. Le taux réel est donc de deux points plus élevé.

En 1981, l'actuel ministre des Finances (M. Wilson) et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures actuel (M. Clark) affirmaient qu'il fallait rabaisser le taux d'intérêt et qu'il fallait un nouveau gouvernement pour y parvenir.

Je presse donc ce nouveau gouvernement d'arrêter de se cacher derrière John Crow et la Banque du Canada, et de réduire les taux d'intérêt de façon à donner leur chance aux simples citoyens.

* * *

LES RELATIONS DE TRAVAIL

LA GRÈVE À LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON

M. Dave Dingwall (Cap-Breton—Richmond-Est): Monsieur le Président, un interminable et violent conflit de travail oppose actuellement la Société de développement du Cap-Breton, propriété du gouvernement fédéral exploitée par ce dernier, et l'International Association of Machinists. En raison de ce conflit, qui dure maintenant depuis huit semaines, trois mille deux cents employés de cette société d'État sont sans emploi, ce qui cause des bouleversements et sème la confusion dans les localités de tout le Cap-Breton.

Je crois très fermement au processus de négociation collective. Je voudrais toutefois demander que le ministre du Travail (M. Corbeil) et le ministre responsable de cette société d'État ordonnent aux cadres de la direction de retourner à la table des négociations afin qu'ils puissent entamer le règlement de ce fâcheux conflit qui